

RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN TRANSITION



CRDI : R. Vera

Récemment, le CRDI a examiné pourquoi et comment il avait travaillé, au cours des trois dernières décennies, dans des pays en transition — transition de la dictature à la démocratie, du communisme à l'économie de marché, de la guerre à la paix. L'objectif du CRDI était de mieux comprendre comment il recueille et diffuse l'information destinée à éclairer l'élaboration de la programmation et les prises de décisions. Comment le Centre avait-il été informé de l'imminence d'une transition ? Comment s'était-il renseigné sur la situation ? Comment était-il intervenu ?

Des études de cas ont été préparées sur l'Algérie, la Birmanie, le Cambodge, le Kenya, l'Afrique du Sud, les pays du cône Sud, le Vietnam et la Cisjordanie et Gaza. Ces huit études de cas et le texte d'introduction qui les accompagne montrent que le CRDI est depuis longtemps capable de travailler dans les situations à haut risque que l'on retrouve avant les transitions et dans la phase initiale de celles-ci. Il en ressort également qu'il a joué un rôle distinct dans l'aide à la recherche et à la conception de politiques axées sur le développement et qu'il a su habituellement adapter sa programmation à des contextes mouvants.

PAYS DU CÔNE SUD

Dans les années 1970, les pays du cône Sud (de l'Amérique du Sud) subissaient presque tous les pratiques dévastatrices de leurs gouvernements dictatoriaux : meurtres, tortures, répressions des mouvements politiques démocratiques, purges dans les universités — et disparitions terrifiantes. Les chercheurs et les universitaires étaient tous menacés, mais les spécialistes des sciences sociales étaient sans contredit les plus à risque, car leurs travaux d'investigation et leurs découvertes récusait parfois les régimes mêmes. Au Chili seulement, quelque 3 000 spécialistes des sciences sociales se sont exilés après le coup d'État de 1973; en 1980, plus de 500 professeurs d'universités chiliennes ont été congédiés en un seul semestre. La répression de la recherche dans le domaine des sciences sociales mettait en péril la vie et les moyens de subsistance des citoyens, et anéantissait les perspectives de développement de la région.

En 1978, le Conseil des gouverneurs du CRDI a réagi en approuvant un programme sans précédent de subventions spéciales pour les centres de recherche et les chercheurs de l'Argentine, du Chili et de l'Uruguay. Ce fut là une décision difficile et controversée, puisqu'il était question de subventions non pas pour des projets précis, mais bien pour encourager et appuyer des institutions, ce qui s'écartait des façons de faire habituelles du CRDI. Par ailleurs, certains membres du Conseil hésitaient à accorder des subventions à des chercheurs ouvertement engagés dans l'exploration, sous l'angle politique, des inégalités sociales et de la mauvaise administration du gouvernement. Et, finalement, aucune transition n'était en vue dans ces pays : cette fois-ci, loin de saisir une occasion de changement politique, le CRDI passait à l'action afin de préserver l'esprit et les

compétences propres à une investigation rigoureuse contre les dictatures militaires implacables enracinées dans ces pays. Les spécialistes des sciences sociales avaient d'autant plus besoin du soutien du CRDI et de plusieurs autres bailleurs de fonds étrangers qu'ils avaient été expulsés des universités et des autres institutions publiques, et dépendaient dorénavant de l'aide extérieure pour financer les nouveaux groupes de recherche privés qu'ils avaient créés.

L'urgence d'agir découlait également d'un autre facteur : la Fondation Ford, active dans la région depuis plusieurs années, envisageait en 1978 de se retirer du Chili, ce qui a stimulé encore davantage le CRDI à lancer son propre programme et à conclure des accords informels avec la SAREC (l'organe de recherche de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement) et la Fondation interaméricaine établie à Washington, pour remplacer le financement fourni par la Fondation Ford. Ici encore, le soutien à la recherche pour le développement a grandement bénéficié de la consultation et de la coordination entre les différents bailleurs de fonds.

La première étape du nouveau programme du CRDI, qui s'est déroulée de 1978 à 1980, a consisté à verser des subventions d'une valeur totale de 300 000 CAD à quatre organismes de l'Argentine et du Chili. Ces subventions ont servi à financer la recherche dans les domaines des politiques économiques, de l'éducation, du rôle de l'État dans le développement national et du développement des régions urbaines et rurales. Les subventions ont été versées à des institutions particulièrement vulnérables en raison de leur impopularité auprès des régimes en place, et généralement à des chercheurs que connaissait déjà le CRDI — des chercheurs aux compétences reconnues, désireux de rester et de travailler dans leur pays malgré les dangers et les difficultés auxquels ils faisaient face.

Dans les années 1980, le CRDI a entrepris une évaluation à grande échelle du programme; la collecte d'information stratégique s'est faite par le biais de consultations auprès des autres bailleurs de fonds et de séjours en Argentine, au Paraguay, en Uruguay et au Chili. L'évaluation — sous la direction de la Division des sciences sociales du CRDI — a révélé que la première étape du programme de subventions était réussie; les exigences à respecter en vue du financement futur ont en outre été proposées. Voici, en résumé, quelles étaient ces exigences : assortir les subventions de plans de dotation et de plans budgétaires d'une durée de trois ans, établir les autres sources de financement, fixer le financement maximal fourni par le CRDI entre 25 % et 35 % du budget total de l'institution bénéficiaire et limiter les subventions totales à 10 % des affectations budgétaires annuelles de la Division des sciences sociales.

C'est sur cette analyse approfondie que s'est fondé le Conseil pour approuver la poursuite du financement en 1981. Cette fois encore, il s'agissait d'un programme qui ne relevait pas du cadre programmatique habituel du CRDI, puisqu'il s'agissait davantage d'une aide pour le maintien des institutions que pour des

projets précis. En fait, le CRDI souhaitait que les bénéficiaires conservent la maîtrise de leur programme de recherche même s'ils étaient très dépendants de l'aide des bailleurs de fonds de l'extérieur. Cela voulait dire que les fonds du CRDI seraient parfois consacrés à des questions de recherche qui ne s'inscrivaient pas dans les priorités habituelles des programmes du Centre.

Le financement du CRDI a servi à soutenir le travail de chercheurs reconnus et à améliorer la formation des jeunes chercheurs. Et la recherche effectuée a été très diversifiée. Au Chili et en Argentine, les chercheurs se sont intéressés à l'enseignement supérieur sous les dictatures militaires et à l'émergence des centres universitaires indépendants. Au Chili, ils ont examiné les techniques agricoles des paysans, afin de comprendre les méthodes de culture, la machinerie utilisée et les pratiques de travail. En Uruguay, le CRDI a aidé un centre d'études indépendant à améliorer ses services de bibliothèque et ses méthodes d'enseignement et à accroître ses bourses d'études.

De 1978 à 1986, le programme a permis de financer 17 projets d'une valeur totale de 3 millions CAD. À la fin de cette période, les transitions s'intensifiaient dans la région. En Argentine, la dictature a pris fin en 1983 et en Uruguay, en 1985. Le Conseil des gouverneurs a donc convenu en 1986 d'abandonner progressivement ce programme et de soutenir la recherche dans les pays du cône Sud dans le cadre des activités habituelles du CRDI. Un gouvernement démocratique ne sera instauré au Chili qu'en 1990, mais le CRDI n'a jamais cessé d'y soutenir la recherche dans le cadre de ses mécanismes de programmation réguliers.

En s'adaptant avec souplesse au climat répressif imposé par les dictatures, le CRDI — tout comme d'autres bailleurs de fonds — a aidé les spécialistes des sciences sociales des pays du cône Sud à poursuivre leurs travaux de recherche et leur enseignement pendant les années qui ont précédé le début des transitions. Une fois les transitions amorcées, le travail de ces chercheurs a contribué à soutenir la difficile marche vers la démocratisation, notamment en préservant le pluralisme et en favorisant l'élaboration de nouvelles politiques éclairées. De fait, certains bénéficiaires de subventions du CRDI ont occupé des postes de rang élevé au sein des gouvernements qui ont remplacé les dictatures. Il s'agissait là d'un programme novateur à haut risque, mais le CRDI l'a entrepris avec prudence, avec le concours d'autres bailleurs de fonds avertis, et ses efforts ont été largement récompensés, compte tenu du talent, du courage et des réalisations des partenaires de recherche dans la région et des transitions que ceux-ci ont contribué à déclencher.

Cette étude de cas fait partie d'un rapport plus exhaustif préparé par Nancy Smyth et Maggie Gorman, du Groupe des politiques et de la planification du CRDI.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Tél. : 613-236-6163

Télec. : 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca